« L'angoisse » des agents face à la réforme territoriale

À l'occasion du congrès national de l'Unsa territoriaux, les agents de la fonction publique abordent sans tabou le contexte anxiogène entraîné par la réforme des collectivités territoriales.

Gaëlle CHIRON
g.chiron@dordogne.com

Mercredi 8 Join
Dordogne Libre

Catherine Guérin, secrétaire générale de l'Unsa territoriaux, pointe nombreuses inquiétudes sur la réforme territoriale. PHOTO JONATHAN BARBOT

Fusion des communes, grandes régions, redistribution des compétences entre les différentes collectivités publiques… Nul doute que la fonction territoriale est en pleine mutation. Difficile pour les agents de la fonction publique d'aborder les changements amorcés par la loi NOTRe de façon sereine d'autant plus qu'elle est « *menée tambour battant* », assure Catherine Guérin, secrétaire générale de l'Unsa territoriaux.

La fédération tient son congrès national depuis hier et jusqu'à jeudi au théâtre de l'Odyssée et il semble que ces préoccupations soient dans tous les esprits.

Des transferts brutaux

À la ville de Périgueux, « *on comptait 700 agents sous Darcos, 540 aujourd'hui* », fait remarquer Olivier Fargue, secrétaire général Unsa territoriaux à la mairie. « *Au Grand Périgueux, c'est l'inverse. La récupération des compétences entraîne le transfert de plus en plus d'agents* », contrebalance Cyril Lapierre, secrétaire général Unsa territoriaux à l'Agglo.

Des transferts souvent faits au coup par coup, souvent subitement. « *Cela peut se faire dans l'angoisse. Je prends l'exemple de l'urbanisme qui a été transféré de la Ville à l'Agglo. Les agents ont fait leurs cartons du jour au lendemain. Notre rôle est d'essayer de faire en sorte que tout se passe plus en douceur, en parlant avec les élus et les directeurs de service* », explique Olivier Fargue.

Mais certaines fois, le pire n'est pas évité. « *Récemment, en Dordogne, il y a eu deux suicides en quinze jours et ces personnes étaient, notamment, en souffrance professionnelle* », dénonce Patricia Fradon, secrétaire générale département, intervenant dans les petites communes de la Dordogne, dénonçant l'idée reçue selon laquelle « *les fonctionnaires sont protégés. Par exemple, quand des classes ferment, des agents sont sans emploi. Ils sont mis à disposition trois ans au centre de gestion mais si, dans ce laps de temps, ils ne retrouvent rien, alors ils n'ont plus d'emploi.* »

Aucun échelon épargné

Se pose aussi la question des emplois délocalisés. « *Avec des agents qui habitent près du Bugue et un siège administratif d'une communauté de communes qui serait à Périgueux, beaucoup s'inquiètent des trajets. C'est le cas pour les agents du Pays Vernois à qui l'on répond seulement : "pour le moment, on ne vous bouge pas". Mais ce n'est que temporaire* », reste vigilant Cyril Lapierre.

Et les inquiétudes n'épargnent aucun échelon selon Gilles Gourbat, secrétaire général au conseil départemental qui note « *une énorme incertitude. Nous savons seulement qu'entre l'économie, le transport scolaire, etc., des compétences vont nous échapper. S'ajoute une nouvelle organisation voulue par le président Germinal Peiro, tout ça bouscule les agents.* »

Et les prochains mois ne semblent pas plus ensoleillés, « *quand on voit que les candidats à la présidentielle sont dans la surenchère en matière de suppression de postes chez les fonctionnaires* », conclut Catherine Guérin.